Récépissé n°0456 du 12/06/12/HAAC

Prix : 250F CFA

N°105 du 18 Août 2017

VÉRITÉ des Peuples

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités

Match truqué entre Gbikinti FC et Maranatha

La FTF porte l'affaire devant la chambre de jugement P2

Manifestations politiques

Atchadam Tikpi, président du PNP

UNIR sursoit à sa marche, le PNP dans les rues ce samedi

Le gouvernement propose un autre itinéraire, le PNP s'oppose P3

Interview de Me Yawovi Agboyibo

" L'APG a prescrit le consensus comme mode de prise de décision de réalisation des réformes " P5

Dîner du Cœur d'Afrik'Arch les 18 et 19 Août à Lomé

Une Initiative pour renforcer le développement des communautés vulnérables en Afrique

P2 *Une délégation de l'ONG Afrik'Arch chez Faure Gnassingbé*

Glissement de terrain en Sierra-Léone

La solidarité du président en exercice de la CEDEAO au président Koroma P7

Tournée nationale de la commission de réflexion sur les réformes

La mission se complique pour Awa Nana et son équipe P. 4

C M J N

Electrification rurale :

Un million de dollars de la BAD pour appuyer le projet présidentiel CI-ZO

Le président Faure Gnassingbé avait annoncé un programme qui vise à fournir l'accès à l'électricité à près de 2 millions de togolais au cours des cinq prochaines annéesle 24 juin 2017. Cette initiative avait été dénommée CIZO et consiste à mettre des kits solaires individuels à la disposition des populations togolaises.

A travers le Fonds des Energies Durables pour l'Afrique, la BAD a octroyé un don d'environ un million de dollars à ce projet.

Il nous en souvient que, le 22 juin dernier, le Chef d'Etat avait reçu pour ce faire, Mansoor Hamayun, co-président de la société B. Boxx, spécialisée dans

Le Président Faure Gnassingbé

la production d'énergie solaire. Après quelques semaines, un accord a été signé entre cette société et le gouvernement togolais et portait sur la fourniture de 300 000 équipements solaires individuels.

Le Projet CI-ZO porte sur la mise en œuvre d'une plateforme informatique nationale destinée à agréger les fonctionnalités de paiement instantané (DESCO, MNO) et la collecte de données sur les besoins énergétiques de la population, leurs habitudes de consommation et leur solvabilité et le renforcement de capacités pour assurer les services de vente, l'installation et la maintenance des kits solaires dans les zones rurales. Ce financement de la BAD est donc destiné au démarrage de projet ambitieux. C'est une initiative présidentielle qui entend faire passer le taux d'électrification dans les zones rurales de 7% à 40% d'ici 2022. Selon le communiqué, l'appui financier se fera par le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA).

L'intervention de SEFA permettra de mettre en place un réseau national d'agents de paiement mobile pour rendre possible les opérations PayGo en mettant à disposition la monnaie électronique dans les communautés rurales les plus éloignées et de créer une Académie solaire dans chaque région. Celle-ci aura pour mission la formation et la certification des techniciens locaux.

Au-delà de l'ambition de faire passer le taux d'électrification rurale de 6% à 35%, l'initiative Cizo entend favoriser l'adoption massive de solutions de paiement mobile dans les zones rurales pour faciliter ainsi l'inclusion financière des populations rurales.

La Rédaction

Match truqué entre Gbikinti FC et Maranatha

La FTF porte l'affaire devant la chambre de jugement

Le 07 août dernier, la Chambre d'instruction de la Commission d'éthique rendait la décision de non-lieudans le dossier de match truqué entre Gbikinti FC et Maranatha de Fiokpo. Après cette décision, la Fédération togolaise de Football (FTF), tout en remerciant la commission de ce travail, porte l'affaire devant la Chambre du jugement. Nous nous proposons le communiqué rendu public à cet effet.

COMMUNIQUE

La Fédération Togolaise de Football saisit la Chambre de jugement dans l'affaire FTF c / Gbikinti FC de Bassar et Maranatha FC de Fiokpo.

La Fédération Togolaise de Football a été saisie, le 7 août 2017, en tant que partie dans l'affaire FTF c/ Gbikinti FC de Bassar et Maranatha FC de Fiokpo par la Chambre d'instruction de la Commission d'éthique de sa décision d'un non-lieu contre les deux clubs à la suite de ses investigations qu'elle a ouverte dans le cadre du match Gbikinti FC vs Maranatha FC de Fiokpo de la 26e journée du Championnat national de première division, saison 2016-2017, tout en se réservant le droit " en cas

Pierre Lamadokou, SG d ela FTF

de survenance des faits et preuves nouveaux " à la réouverture de l'information.

La Fédération Togolaise de Football, tout en remerciant la Chambre d'instruction pour son travail, estime disposer aujourd'hui d'éléments probants étayant les possibles infractions d'arrangement de match contre les deux clubs.

A cet effet, et, en raison des vices de procédures qui ont caractérisé les investigations de la Chambre d'instruction de la Commission d'éthique -qui ont largement dépassé l'étape d'enquêtes préalables, la Fédération Togolaise de Football a décidé, conformément à l'article 29 du Code d'éthique, de transmettre le dossier et l'ensemble des éléments dont elle dispose à la Chambre de jugement pour rendre une décision définitive sur le cas.

Fait à Lomé, le 14 août 2017
Le Secrétaire général
Pierre LAMADOKOU

Dîner du Cœur d'Afrik'Arch les 18 et 19 Août à Lomé

Une Initiative pour renforcer le développement des communautés vulnérables en Afrique

Du 18 au 19 Août, deux évènements majeurs de solidarité ont lieu à Lomé. Organisés par l'ONG Afrik'Arch, ces manifestations s'inscrivent dans le cadre de récolter les fond pour la mise en œuvre des différents projets à l'actif de ladite ONG. En prélude à ces évènements qui débutent ce 18 Août, le 16 août dernier, une délégation de cette ONG a été reçue par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Selon les informations, cette association de la diaspora était venue exposer au président de la république, leurs projets en faveur des populations togolaises et du continent.

Faure Gnassingbé s'était alors félicité de l'implication de la diaspora togolaise dans la politique de développement du pays et a exhortél'ONG à davantage s'investir dans les différentes dynamiques constructives du Togo.

Dans le cadre de ces évènements, les responsables d'Afrik'Archque nous avions approchés ont annoncé un concert caritatif pour se faire connaître du grand public et décliner ses objectifs ce 18 août. Un dîner de Gala pour récolter des fonds et jeter les bases d'une coopération avec les organisations de la société civile au Togo est prévu demain 19 Août. Ces deux évènements selon les premiers responsables se situent dans un cadre précis de pouvoir mobiliser les fonds pour la mise en œuvre des projets de l'ONG.

Les premiers responsables de cette ONG entendent également sensibiliser l'opinion publique sur ses actions et les défis sociétaux auxquels le Togo fait face en particulier et le continent en général afin qu'à tous les niveaux, tous les acteurs puissent apporter des solutions idoines.

Selon les perspectives fixées par cette association caritative, il serait important de renforcer le partenariat avec le secteur privé et les institutions autour d'un pacte mondial des entreprises dont les principes favorisent l'implémen-

Suite à la page 6

Manifestations politiques

UNIR sursoit à sa marche, le PNP dans les rues ce samedi

Le gouvernement propose un autre itinéraire, le PNP s'oppose

Depuis le début de ce mois, le Parti national panafricain (PNP) de Tikpi Achadam avait annoncé une manifestation politique dans les rues de Lomé qui aura lieu demain 19 août. Nous apprenons selon certaines sources que les militants et sympathisants de l'Union pour la République (UNIR) le parti au pouvoir, qui avaient projeté manifester à la même date ont dû surseoir à leur marche. La décision est intervenue à l'issue d'une réunion tenue mercredi au siège du parti afin d'éviter un télescopage entre les militants de UNIR et du PNP. UNIR a préféré se concentrer sur sa rentrée politique et sur l'organisation de son prochain congrès annoncé dans les semaines à venir.

Atchadam Tikpi, président PNP, au stade d'Agoé

Pour le PNP qui maintient sa manifestation dans plusieurs villes du Togo et dans la diaspora ainsi qu'à Lomé demain samedi, il faut exiger, le retour à la constitution de 1992, le droit de vote pour la diaspora et l'alternance politique au Togo.

Face à cette marche de demain, il y a lieu de faire remarquer que, depuis un certain temps, le leader du PNP Tikpi Atchadam avait adopté une stratégie destinée à mobiliser ses troupes dans certaines localités du pays.

Au cours de ces meetings, les propos tenus par le président national du PNP ne font pas l'assentiment de tous les partis politiques sur l'échiquier national.

Concernant cette marche de demain, faut-il parler d'une démonstration de force en vue du PNP? La question mérite d'être posée car UNIR qui est attaché au respect des dispositions constitutionnelles a toujours prôné la recherche de consensus, le dialogue et la concertation pour opérer les réformes. Mais nombreux sont ces partis politiques de l'opposition à l'instar du PNP qui ne partage pas le point de vue du parti au pouvoir et appelle à des manifestations pour faire plier le pouvoir à opérer les réformes. Or dans bien des cas, la volonté du parti au pouvoir s'identifie par l'implication de son président national Faure Gnassingbé qui a créé une commission pour y réfléchir.

Le chef de l'Etat a toujours privilégié la voie du dialogue et de la concertation susceptible de baliser le terrain aux réformes. Comme en politique, il faut une opposition pour jouer le rôle de contre-pouvoir, chacun est libre de battre le pavé pour réclamer les réformes. Mais la question qui vient à l'esprit des Togolais de bonnes fois est de savoir si la rue est une stratégie pour opérer les réformes ? Anc et son CAP 2015 ont battu le pavé à maintes reprises pour exiger les réformes sans toutefois trouver une solution idoine. Les manifestations de rue, on ne le dira jamais assez, pour réclamer les réformes ont montré leur limite.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons qu'à l'issue d'une conférence de presse animée hier au ministère de la sécurité, le ministre Yark sous l'autorité avisée du gouvernement demande expressément le changement d'itinéraire prévu par le PNP pour gesticuler dans les rues de Lomé ce samedi. Le gouvernement par la voix du ministre en charge de la sécurité met en garde tout débordement susceptible de troubler l'ordre public.

Face à l'obstination du parti de Atchadam Tikpi, les voix se sont levées pour dire s'il avait besoin de battre le pavé en projetant chuter sur des points névralgiques de la capitale comme le carrefour GTA où il y a toujours une affluence? Peut-on parler de provocation du PNP et ses militants ? C'est toute la question.

Tout compte fait, dans le cas d'espèce, seuls le dialogue et la concertation sont des stratégies qui marchent le plus souvent dans toutes les démocraties. Les protagonistes, en toutes circonstances finissent par se retrouver autour d'une table de négociation pour poser les bases d'une cohésion sociale.

Une chose est évidente ; le PNP maintient sa manifestation dans les rues pour réclamer le retour la constitution de 1992 mais UNIR qui a dû reporter son projet de marche est porté sur la volonté politique du chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui est celle de préserver les valeurs républicaines.

En filigrane, il n'est pas aisé de tirer des conclusions hâtives. En marge de cette manifestation de demain samedi, l'on aura l'opportunité de se faire une idée globale. Le PNP entendra raison pour respecter l'ordre public ? Le gouvernement dans son rôle régalien ne cédera pas à la provocation des militants du PNP en ces moments où la commission de réflexion est à pied d'œuvre pour les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles tant voulues.

Agbedji

VERACITE

Les réformes sur fond de déchirure

Les réformes politiques au Togo sont devenues la pomme de discorde entre pouvoir et opposition. Chacun tire le drap de son côté en jetant l'anathème sur l'autre. Le pouvoir soutient l'idée de remettre le compteur à zéro pour permettre à tous les citoyens de postuler à la présidentielle de 2020. Ceci doit se faire en tenant compte de la recherche de consensus. Pour l'ANC et ses congénères, la constitution n'a pas prévu le consensus.

Du coup, c'est un dialogue de sourd qui est érigé en règle ces derniers temps sur la scène politique togolaise. Au sein de l'opposition, deux camps se sont formés à propos de ces réformes. Les responsables de CAP 2015 ont adopté comme à leur habitude, la pression de la rue pour faire plier le pouvoir.

Pour une autre frange de leaders de l'opposition, il faut plutôt privilégier les meetings groupés dans les quartiers. Dans ce contexte politique, le pouvoir et l'opposition se regardent en chien de faïence au moment où la commission de réflexion sur les réformes continue sa tournée nationale pour recueillir les avis des Togolais.

C'est dans une atmosphère d'incompréhension que la mission de cette commission se poursuit avec des réticences enregistrées dans certaines villes du pays. Les avis sont partagés sur ces réformes avec des manifestations de rue de l'opposition qui parle du retour à la constitution de 1992 et de l'APG signé il y a 11 ans. Le pouvoir quant à lui est porté sur la recherche du dialogue et de la concertation en se référant également à la mission de la commission de réflexion censée avoir les points de vue des Togolais.

Dans ce contexte politique où le bras de fer continue entre pouvoir et opposition, quelle panacée pour opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles au Togo ? Faut-il retourner au parlement à la commission des lois, rechercher le consensus ou organiser un référendum pour donner la latitude au peuple de se prononcer ?Une chose est claire, la polémique continue sur fond de déchirure.

Vérité des Peuples

Pour vos annonces et publicités contactez le
90 01 23 51

Le Burkina-Faso frappé par une attaque terroriste

Faure Gnassingbé témoigne son soutien à son homologue Kaboré et à son peuple

Le dimanche dernier, un attentat terroriste a frappé le Burkina-Faso. Cette attaque, menée par deux djihadistes présumés, a visé le café-restaurant Aziz Istanbul, dans le centre-ville, particulièrement fréquenté par des expatriés. Très rapidement, les forces armées burkinabè sont intervenues pour affronter les membres du commando durant toute la nuit.

Une vue des militaires burkinabè en action

C'est en début de matinée que le ministre burkinabè de la Communication, Remis Dandjinou, a avancé un bilan de 18 morts, d'une vingtaine de blessés et de 2 assaillants abattus. Les informations officielles précisent que, parmi les victimes, il y a 7 Burkinabè et de nombreux expatriés.Depuis le début de cette semaine, les réactions continuent d'affluer.

Très tôt le président en exercice de l'Union Africaine Alpha Condé, président de la Guinée a parlé d'un sentiment de révolte et d'indignation en insistant sur l'importance de rendre opérationnelle la force des pays du G5 Sahel. Cette attaque est au mode opératoire semblable à celui qui, en janvier 2016, avait pris pour cible le Café Capuccino.

Aujourd'hui, aucun pays de la sous-région n'est épargné quand on sait que, la Côte d'Ivoire, le Mali ont été victimes et le Mali exposé aux menaces quotidiennes des Djihadistes.

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, après avoir appris cette nouvelle n'a pas tardé à réagir. Président en exercice de la CEDEAO, il a fait de la lutte contre le terrorisme un des priorités majeurs de son mandat. Avec son casquette de président en exercice de l'institution sous régionale, il a lancé un appel à ses pairs en insistant sur le renforcement de la coopération en matière de renseignements.

Le président Faure Gnassingbé estime que cette coalition contre le terrorisme doit se faire dans l'espace CEDEAO, mais aussi à l'échelle du continent.

Le président en exercice de la CEDEAO a donc affirmé que la sécurité des populations africaines et celle de l'espace communautaire est une grande priorité afin de maintenir la paix et la stabilité. La sous-région ouest africaine est à l'épreuve des attaques terroristes. Il faut redoubler les services de renseignements, les fouilles au niveau des hôtels et restaurants et renforcer la sécurité au niveau des frontières.

VP

Tournée nationale de la commission de réflexion sur les réformes

La mission se complique pour Awa Nana et son équipe

Depuis le 1er Août, la commission de réflexion sur les reformes a entamé une tournée nationale en vue de recueillir les avis des Togolais sur les pistes à explorer pour opérer ces réformes tant voulues. Si après plusieurs étapes, les membres de cette commission ont reçu l'adhésion des populations, il n'en demeure pas moins vrai qu'à Sokodé, celle-ci a buté sur la dissidence de certains intervenants surexcités. A Sokodé d'où les informations nous sont parvenues, les populations de la préfecture de Tchaoudjo très préoccupées par la question des réformes au Togo ont fait le plein de la grande salle des affaires sociales le 10 août dernier.

Vue partielle des populations lors de la rencontre à Sokodé

Les questions qui préoccupent ces populations ont porté sur la nécessité de cette tournée de la commission. Pour certains intervenants, les réformes à opérer au Togo sont déjà connues et plus besoin de consulter les populations sur le sujet. Pour la plupart des intervenants, il faut un retour à la constitution de 1992 afin de limiter la durée du mandat présidentiel, de restaurer le scrutin uninominal à deux tours et notamment le vote de la diaspora.

Du coup, les questions sociales et les propositions visant les réformes des institutions, l'économie et le développement ont été balayées du revers de la main selon les informations. Or dans bien des cas et selon la mission de la commission, il faut élargir le champ des réformes qui prennent en compte tous les aspects.

La tension était à son comble avec des groupes surexcités peu disposés à écouter les réponses que la Commission a dû mettre fin aux échanges dans un embrouillamini total. La tournée de la commission continue sur fond d'incompréhension dans certaines localités du pays.

Face à ce constat, il faut avouer que la mission se complique pour Awa Nana et son équipe dont l'objectif est de recueillir les avis des populations susceptibles de baliser le terrain pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Certaines populations se demandent si l'on avait besoin de créer une commission de réflexion sur les réformes ?

A cette question, il convient de préciser que le chef de l'Etat soucieux de voir ces réformes être opérer dans les règles de l'art avait déjà annoncé les couleurs en Allemagne où il a déclaré devant notre confrère Deutsche Welle la mise sur pied d'une telle commission. C'est ce qui justifie la tenue d'un atelier de réflexion sur les réformes organisé par le HCRRUN.

Dans la foulée, la création de cette commission le 03 janvier dernier vient corroborer la volonté des premières autorités du pays de voir ces réformes devenir une réalité. Mais les avis sont partagés sur cette question selon les localités. Aujourd'hui, la question qui triture les méninges des Togolais est de se savoir si la commission pourra aller à terme dans la quiétude avec la dissidence de certaines populations pour qui, réformes supposent limitation des mandats et scrutin à deux tours ? Toujours est-il que Awa Nana et son équipe ont du pain sur la planche avec cette tournée nationale. A l'allure où vont les choses, il y a lieu de se demander si l'on ne s'achemine pas vers l'organisation d'un referendum pour permettre au peuple de se prononcer sur la question ?

Tout compte fait, la constitution dispose que pour sa modification, il y a plusieurs manières d'y procéder. A la commission des lois à l'assemblée nationale, le groupe parlementaire ANC a rejeté l'idée de recherche de consensus proposée par UNIR. A notre sens, les voies qui restent à explorer sont le referendum, les lobbyings, le dialogue et la concertation que les leaders doivent privilégier pour aller aux réformes.

Au demeurant, la tournée de la commission de réflexion sur les réformes qui se poursuit n'est pas sans anicroche. En toute chose, il faut considérer la fin. D'ici la fin de ce mois où la tournée connaitra son terme, nous serons édifiés sur la question.

Alassani

VÉRITÉ des Peuples
Récépissé n°0456 du 12/06/12/HAAC
Directeur de Publication:
ALASSANI Antarou
Tél: 90 01 28 51
antaroualassani@yahoo.fr
Rédaction :
Ibrahim DJANEYE
Koffi MESSAN
Michael Lecharme
Prospère Tiza
Siège:
Rue marché Agoè Assiyéyé, non loin de l'Institut Kouvahey
BP:1325 Lomé-TOGO
Imprimerie: G.P.L.
Tirage: 1.000 exemplaires

Interview de Me Yawovi Agboyibo

" L'APG a prescrit le consensus comme mode de prise de décision de réalisation des réformes "

Le CAR fête son 26e anniversaire cette année. Après la crise qui a secoué ce parti durant pratiquement un an, Me Yawovi Agboyibo repris les rênes à l'issue d'un congrès. Aujourd'hui, la vision du CAR est d'exiger les réformes politiques, en rejetant le mode d'emploi préconisé par le gouvernement. Dans une entrevue qu'il a eu avec notre confrère en ligne Republicoftogo.com, il exige un retour aux fondamentaux de l'Accord politique global signé le 20 Août 2006. Mais rappelons que le CAR est ouvert au dialogue et invite la classe politique à adopter un esprit sain, en dépassant les intérêts égoïstes pour parvenir à l'émergence d'un consensus indispensable à la construction d'un équilibre durable et profitable à tous. Compte tenu de l'importance que revêt un tel entretien au regard des sujets brûlants des réformes constitutionnelles et institutionnelles qui divisent la classe politique, nous reprenons en intégralité, cette interview pour nos fidèles lecteurs. Lisez plutôt !

Votre formation politique conteste la Commission mise en place par le gouvernement sur les réformes. Vous ne croyez pas à la sincérité des autorités?

En décidant par la création de cette commission de recourir aux populations de l'intérieur pour éclairer les intellectuels sur la façon de reformer l'organisation politique de l'Etat, le gouvernement renforce effectivement le doute sur sa sincérité à procéder aux réformes politiques prescrites par l'Accord politique global.

Tout se passe comme si le pouvoir feint d'ignorer que la crise que le Togo a traversée durant des années a pour origine le système institutionnel de gouvernance du pays. Un système conçu de façon à laisser au premier dirigeant la latitude de placer à la tête de toutes les institutions nationales et locales, des personnes qui suivent ses instructions.

Ce régime, hérité de l'époque où les organes du parti unique RPT avaient primauté sur les institutions de l'Etat, a été la source de multiples dérives que les populations ont vécues dans les domaines de gestion des droits humains, des libertés publiques et des richesses nationales. Ces dérives ont généré de profonds mécontentements et ont finalement plongé le pays dans les troubles socio-politiques dont on se souvient encore.

Je crains que le pays ne renoue avec ces tristes pages si le gouvernement ne se décide à se conformer au cadre prévu par l'APG pour opérer les reformes politiques dont le Togo a besoin pour s'ériger en un Etat de droit qui soit à l'abri de toute forme d'arbitraire et ou aucun dirigeant ne puisse être au-dessus des lois et du peuple.

Le CAR, comme d'autres formations, souhaite des réformes via l'APG. Cet accord qui date de 11 ans n'est-il pas dépassé ?

Soyons précis. Il ne s'agit pas d'un simple souhait, mais d'une légitime revendication de respect des engagements souscrits par le gouvernement.

C'est également par erreur que d'aucuns tentent de faire croire, comme s'il était assorti d'un délai de mise en œuvre, que l'APG serait dépassé, frappé de caducité.

Une telle prétention est d'autant plus inexacte que dans le décret du 3 janvier 2007 portant création du cadre juridique de négociation des réformes politiques en suspens, le gouvernement de transition avait prévu que toute formation politique qui a un élu à l'Assemblée nationale ou qui a recueilli 5% des suffrages nationaux aux élections législatives, soit habileté à y siéger.

Quand bien même un ou plusieurs de ses signataires viendraient à disparaitre, l'APG ne subsisterait pas moins pour autant. C'est donc en vain que le gouvernement cherche à se dérober au devoir de le mettre en œuvre.

Me Yawovi Agboyibo, président national du CAR

Comment aborder sérieusement la question des réformes et avancer vraiment ? Que proposez-vous ?

De par son libellé, la question posée induit que les parties qualifiées par l'APG pour négocier les réformes politiques soient toutes disposées à se mettre autour d'une table. Cette disponibilité n'est pas à écarter au regard de la convergence de vues qu'on observe en la matière au sein de la classe politique.

Mais encore faut-il qu'elle aille au-delà de l'accord de principe sur la nécessité du dialogue d'application des points de l'APG concernant les réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Il importe en effet d'avoir à l'esprit que l'APG a prescrit le consensus comme mode de prise de décisions de réalisation des réformes. On devrait pouvoir, le moment venu, y parvenir.

De façon concrète, quelle méthode le CAR préconise-t-il pour parvenir à des réformes consensuelles ?

Le CAR, on le sait, s'est outillé d'une méthode de règlement des problèmes politiques et sociaux. La méthode n'a pas varié. C'est grâce à elle qu'au début des années 90 nous avions pu amener le défunt président Eyadema à rétablir le multipartisme, à adopter une loi d'amnistie pour permettre à nos compatriotes en exil de rentrer au bercail, de convoquer les forces vives du pays en une assise nationale au cours de laquelle le parlement et le gouvernement monolithiques RPT ont été dissous et remplacés par un Haut Conseil de la République et un gouvernement transitoire investis de la mission de reformer les règles de la gouvernance électorale, institutionnelle, économique et sociale du pays, d'organiser les premières élections locales et législatives démocratiques et de clôturer le tout en 1992-1993 par un scrutin présidentiel à l'issue duquel le feu président Eyadema avait accepté de se retirer.

Le CAR a également mis à contribution sa méthode pour la conclusion de l'accord-cadre signé à l'issue du dialogue inter-togolais de 1999. Lorsqu'il m'a été demandé de présider le bureau du dialogue national de 2006, c'est en m'inspirant de cette méthode que nous avons pu aboutir à l'Accord Politique de Base (APB) de juillet 2006 dont le niveau de garanties électorales concédées à Lomé par le Président Faure a été fortement revu à la baisse par le Président Blaise Compaoré dans l'APG de 2006.

S'agissant de l'impasse politique actuelle, le CAR suit avec une extrême vigilance les manœuvres par lesquelles le pouvoir retarde le déclenchement du processus prescrit par l'APG pour la réalisation des réformes consensuelles. Le parti suit avec la même vigilance les manifestations des partis frères de l'opposition. Il entend jouer, le moment venu sa partition.

Il ne m'est guère possible comme vous le souhaitez, d'exposer dans le cadre de cet entretien, comment le parti entend jouer la partition.

Il faut pour parvenir à des résultats instaurer entre les protagonistes un état d'esprit que je suis tenté de qualifier d''esprit sain'. Le terme est à prendre en son sens laïc élevé à un stade où par dépassement des intérêts égoïstes, les divergences s'estompent pour l'émergence du consensus indispensable à la construction d'un équilibre durable, profitable à tous.

L'opposition semble incapable de s'entendre. Chaque formation ou chaque leader a son propre agenda. Que vous inspire cette situation ?

Les mésententes et rivalités que vous évoquez au sujet des relations entre les partis politiques de l'opposition n'ont rien d'anormal, de surprenant. Elles relèvent de l'essence de l'action politique. Il n'y a pas lieu de s'en inquiéter et moins encore de s'en affoler.

L'important est de s'efforcer de comprendre ces rivalités, de déceler leur dessous de façon à être en mesure d'y apporter les solutions appropriées en vue de la réalisation des réformes politiques.

Selon vous, le Togo a-t-il fait des progrès sur le plan de la démocratie, de l'économie, de la modernisation ?

Le dialogue national sanctionné par l'APG de 2006, l'organisation par le gouvernement transitoire des élections législatives de 2007 dans des conditions qui ont permis au Togo de reprendre la coopération financière et économique avec ses partenaires extérieurs, ont eu un impact certain sur l'image que présentait le pays il y a quelques années sur le plan économique et social.

Il s'est malheureusement trouvé que le régime persiste à refuser de mettre à profit l'accalmie sociale du moment pour favoriser l'épanouissement des initiatives privées et consolider le changement amorcé en s'attaquant à la racine du mal togolais, c'est-à-dire au déficit démocratique caractérisé par le verrouillage des institutions nationales et locales par une minorité d'oligarques qui ne cessent de s'enrichir aux dépens de la masse des pauvres.

Source : Republicoftogo

En marge du 16e forum de l'AGOA

Le PM Klassou a échangé avec M. Meyer sur des questions liées à l'agriculture

Dans le cadre du 16ème Forum de l'AGOA qui a pris fin le 10 Août dernier à Lomé, le Premier ministre, Komi Selom Klassou a reçu la semaine dernière, une délégation américaine conduite par le Secrétaire d'Etat adjoint au Trésor, M. Eric Meyer. Selon les informations, cette autorité américaine a discuté avec le chef du gouvernement des défis auxquels fait face l'agriculture togolaise et proposé des mesures susceptiblesd'aider à sa réorganisation grâce à l'accompagnement du système des nations Unies.

Le Pm Klassou (au milieu)

Au cours de l'entretien, il s'est agi pour la délégation américaine, de travailler avec le gouvernement sur les pistes et stratégies à mettre en œuvre pour encourager les partenaires du Togo à aider le pays à asseoir une agriculture efficace et moderne. Ceci dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations.

M. Meyer a expliqué que cette visite s'inscrit dans le cadre de l'intégration de ces défis dans le Plan National de Développement en préparation.

Pour l'officiel Américain, il convient de mettre des dispositifs pour travailler de concert avec le FIDA et les partenaires qui sont soutenus par les Etats-Unis afin de faire avancer l'économie togolaise.

Notons que cet entretien a eu lieu en présence du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique, le Colonel Ouro-Koura Agadazi ainsi que de plusieurs membres de son cabinet.

La Rédaction

Hadj 2017

1825 Togolais se sont envolés pour le pèlerinage à la Mecque

Le Hadj 2017 a démarré depuis quelques semaines avec les soutiens des autorités togolaises et certaines sociétés de la place qui ont mis à la disposition des pèlerins Togolais des Kits nécessaires pour effectuer le pèlerinage. Cette année, ils sont au total 1825 Togolais à observer le rite du pèlerinage en Terre Sainte. Ces pèlerins ont quitté Lomé vendredi et samedi derniers par plusieurs vagues à bord de l'Airbus A330 de la compagnie saoudienne Flynas.

Durant leur séjour à la Mecque, les 1825 pèlerins feront l'objet d'attentions et de soins particuliers. Grâce à la compagnie de téléphonie mobile, Togo cellulaire et à l'Etat togolais, ils sont accompagnés pendant tout leur séjour par des agents de sécurité spécialement détachés pour veiller à leur sécurité et bien-être. Signalons qu'avant leur départ de Lomé, des kits de signalement leur ont été distribués par la société Togo cellulaire.

L'Arabie Saoudite étant une terre sainte avec des lois coraniques non négligeables, les autorités du pays ont tenu à leur prodiguer des conseils. Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le colonel Yark Damehame a rappelé les produits interdits sur le sol saoudien.

" Il y a certains produits qui sont prohibés par l'Arabie Saoudite. Certains de nos pèlerins ne le savent pas. Nous avons demandé aux agences dès leur enregistrement de leur en parler. Le Tramadol par exemple est prohibé. Les gens pensent que ces produits peuvent leur apporter de la force, mais l'effet est contraire ", a expliqué le ministre de la Sécurité et Vice-Président de la Commission Nationale du Hajj. Il n'a pas manqué de les rappeler que le Tramadol, est prohibé et celui qui se fera prendre par ce produit encourt une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 15 ans. Le Ministre Yark a également expliqué que les noix de cola sont interdites. " Ceux qui ont réussi à les faire partir les années passées, on ne sait par quel moyen ont eu des problèmes à l'Aéroport en Arabie Saoudite ", a-t-il déclaré.

Les pèlerins togolais embarquant dans un avion

Notons que, selon les informations, le retour des pèlerins au Togo est prévu pour le 10 septembre prochain.

La Rédaction

Dîner du Cœur d'Afrik'Arch les 18 et 19 Août à Lomé

Une Initiative pour renforcer le développement des communautés vulnérables en Afrique

Suite de la page 2

tation des ODD. Afrik'Arch entend également dupliquer son expertise sur le continent africain à travers une synergie d'action avec d'autres organisations de la société civile pour l'amélioration des conditions de vie des communautés à la base.

Selon les informations qui nous sont parvenues, Afrik'Arch entend mobiliser 80 millions de FCFA à l'issue de ces deux évènements pour lancer ses premiers projets tels que la construction d'un centre sociocommunautaire au village d'Alloum, la fourniture du village d'Akata en eau potable, un réseau électrique exclusivement alimenté par l'énergie solaire et la construction d'un centre socio-culturel et sportif au village de Kpele Kponvi.

Une délégation de l'ONG Afrik'Arch chez Faure Gnassingbé

Afrik'Arch, une ONG de la diaspora créée en 2011 œuvre pour le mieux-vivre et le développement des communautés vulnérables en Afrique depuis sa création. C'est une initiative vient des jeunes diplômés, cadres et chefs d'entreprises de la diaspora africaine résidant en France dont le président est M. Cyril Plassi. Elle travaille également à informer, sensibiliser et susciter l'engagement des bonnes volontés sur les questions de développement.

Antarou

Programme d'Urgence de Développement Communautaire

Convention de partenariat entre le PNUD et l'Etat togolais

Le Togo a fait le choix d'accélérer les réponses aux besoins des populations. Et ceci se fait à travers le PUDC dont la mise en place a été confiée au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Echange de documents après la signature de la convention

"Le Programme National de développement de la Plateforme multifonctionnelle (PNPTFM) de notre pays a démarré en 2009 et a été lancé par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé lui-même. Depuis lors, 237 plateformes multifonctionnelles ont été installées avec l'appui du gouvernement et celui de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) et l'Ambassade de la Suisse. Actuellement il y a 100 plateformes multifonctionnelles qui sont en cours d'installation ". Ces éclairages ont été fournis vendredi 11 août dernier par Victoire Tomegah-Dogbé, ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes à l'occasion de la cérémonie de signature de deux conventions de partenariat intervenue entre le Programme des nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Etat togolais.

Lancé en 2009 par le Président de la République, Faure Gnassingbé, ce programme entend contribuer à l'accroissement des revenus et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers un accès élargi aux services énergétiques fournis par la Plateformes Multifonctionnelles (PTFM). Sa mise en œuvre est confiée au ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. Il s'inscrit dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC).

En laçant les Plateformes Multifonctionnelles le 24 mai 2011, l'Etat togolais avait pour souci d'installer plus de 1000 plateformes dans les zones rurales à l'horizon 2020. Ces plateformes multifonctionnelles, soutient Mme Tomegah-Dogbé, constituent un puissant outil de réduction de la pauvreté dans les communautés rurales et sont des outils qui promeuvent l'entreprenariat féminin en milieu rural. " Quand vous installez une plateforme multifonctionnelle dans une localité, vous changez la vie de ces communautés. Vous changez la vie des femmes qui sont elles-mêmes les gestionnaires de ces plateformes. Vous donnez de l'emploi aux jeunes artisans qui installent et font la réparation de ces plateformes ", a-t-elle insisté.

Les plateformes multifonctionnelles permettent aux écoles et aux centres de santés situés en milieu rural de bénéficier de l'électricité. Un autre atout du projet est la possibilité de transformer les produits agricoles sur place, ce qui supprime par la même occasion, les déplacements des agriculteurs vers les villes pour la transformation de leurs produits.

Mme Tomegah-Dogbé a réitéré la volonté du gouvernement de moderniser ces plateformes en les adaptant à l'utilisation de l'énergie solaire et 40 sont déjà en cours d'installation grâce à un appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement

EDJAHO

Glissement de terrain en Sierra-Léone

La solidarité du président en exercice de la CEDEAO au président Koroma

En début de cette semaine, la Sierra-Léone, pays de l'espace CEDEAO a été durement frappée par une catastrophe. Plus de 300 personnes ont été tuées dans un glissement de terrain et des inondations, dans la banlieue de la capitale Freetown selon les informations.

Le bilan est lourd et cette catastrophe est la plus grave provoquée par des pluies torrentielles que la ville n'ait jamais connues. Les sources sûres ont indiqué également que plus de 2.000 personnes ont perdu leur habitation suite à ce drame.

Selon certaines sources, ce glissement de terrain a enfoui des centaines de personnes dans la ville de Régent, située en hauteur de Freetown, ville côtière de 1,2 million d'habitants. Face à cette catastrophe qui a endeuillé le peuple Sierra-Léonais, les réactions se sont fait sentir à travers le monde. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de la CEDEAO a exprimé mardi dernier ses condoléances à son homologue Sierra-Léonais Ernest Bai Koroma et à tout son peuple.

Les Présidents Faure (g) et Koroma (dt)

" J'ai été attristé par la disparition de nombreux Sierra Léonais. En ces temps très douloureux pour notre communauté CEDEAO, je présente au nom du peuple togolais et de ceux de l'Espace, mes sincères condoléances au peuple frère de Sierra Leone et fait part de notre soutien " a écrit M. Faure Gnassingbé à son homologue Ernest Bai Koroma.

En tant que président en exercice de la CEDEAO, Faure Gnassingbé s'est rendu hier jeudi à Freetown où il a témoigné son soutien à son homologue Koroma et à tout son peuple. Selon les informations, M. Ernest Bai Koroma avait lancé un appel à la communauté internationale de lui venir en aide. Ainsi, un premier transport d'aide d'urgence est parti d'Israël, et le Royaume-Uni a également proposé son soutien.

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a exprimé à son homologue sierra-léonais sa compassion et celle des populations des pays membres de l'organisation.

La CEDEAO selon certaines sources, devrait envoyer des équipements de premier secours et fournir un appui financier.

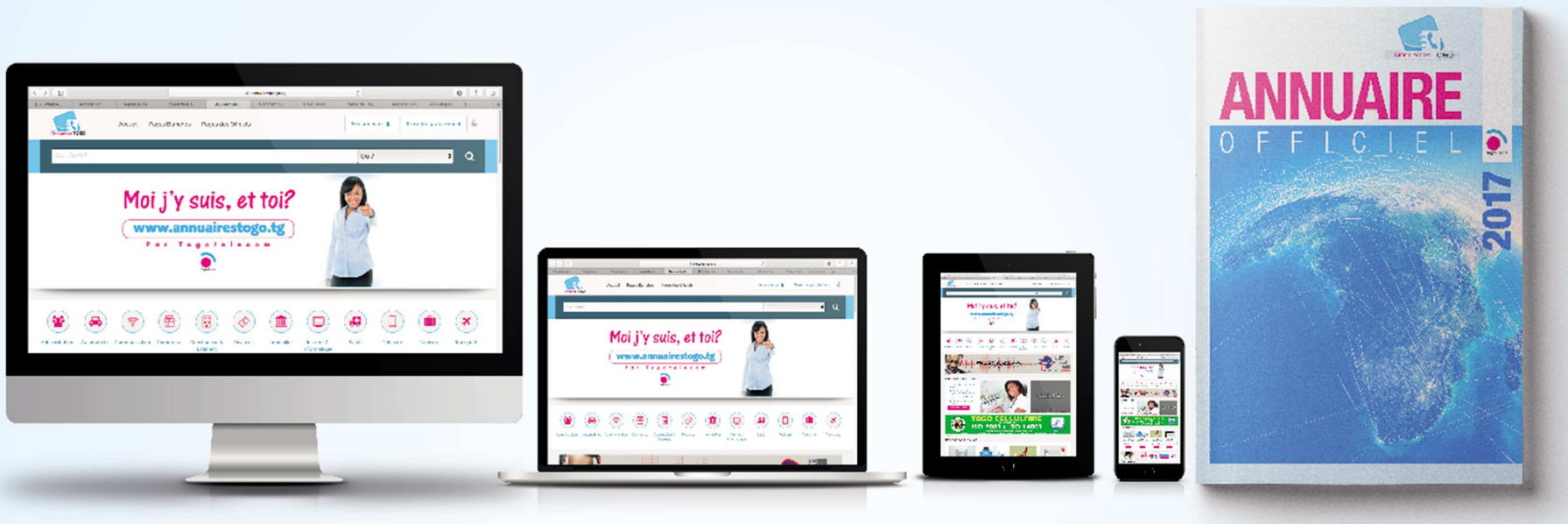
Koffi Mensah

Pour vos annonces et publicités contactez le 90 01 23 51

Annuaires TOGO

Togotelecom

www.annuairestogo.tg



Nous sommes l'outil qu'il vous manque.

Renforcez votre visibilité

Augmentez votre impact

Powered by ALTECH Software